



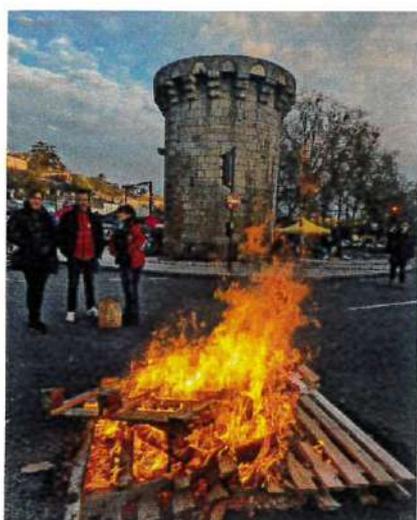
UNION DEPARTEMENTALE
des Syndicats cgt-FORCE OUVRIERE
de la Vienne (86)

N°UO/8 récépissé de dépôt N°998
Syndicats Professionnels / Exécution de la Loi du 25 février 1927
Siren : 314 558 305 / Siret : 314 558 305 000 12 / Code APE : 912 Z



JEUDI 18 SEPTEMBRE

**JOURNÉE NATIONALE INTERSYNDICALE
INTERPROFESSIONNELLE DE GRÈVE**
**FORCE OUVRIERE 86, CGT, CFDT, CFTC,
UNSA, FSU, FAPT, Organisations de Jeunesse**



POITIERS

A 14H00

DEPART DE LA MANIFESTATION

PORTE DE PARIS

(Gare, Préfecture, Mairie)



CONTRE L'AUSTERITE



Communiqué de presse

29 août 2025

Les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !

Les travailleurs et travailleuses que nos organisations représentent sont en colère. La multiplication des mobilisations sous diverses formes le confirme. Personne ne peut méconnaître le mécontentement et la fatigue de la population.

Représentant.e.s de la CFDT, CGT, CGT-FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, nous nous sommes réunis à Paris ce vendredi 29 août 2025.

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par nos organisations.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent. Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés... Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises !

Ensemble, nous alertons solennellement sur ce contexte et la situation de notre pays. Depuis le passage en force du Président de la République sur la réforme des retraites notre pays s'enfoncé dans une profonde crise sociale et démocratique.

Les inégalités et le nombre de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté explosent, les conséquences du changement climatique se multiplient et ont des impacts directs sur les travailleurs et travailleuses, les fermetures d'entreprises et suppressions d'emplois se multiplient, les services publics sont en crise, les salaires ne permettent pas de vivre dignement de son travail, les travailleurs et travailleuses essentielles attendent toujours reconnaissance et dignité au travail...

Plus que jamais, le partage de la valeur et des richesses, la revalorisation des salaires et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables.

Plutôt que de modifier son projet de budget afin de répondre à la situation inédite du déficit, le premier Ministre a décidé d'une stratégie de diversion en se soumettant à un vote de confiance le 8 septembre. Pour nos organisations, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative.

Nos organisations syndicales refusent que ce soient encore les travailleuses et travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraité·es qui payent la facture, à la fois financièrement, mais aussi par une flexibilité accrue.

Depuis le mois de juillet, elles se mobilisent dans l'ensemble des entreprises et administrations, dans les territoires et professions en allant à la rencontre des travailleurs et travailleuses afin qu'elles et ils signent la pétition intersyndicale stopbudgetbayrou.fr

Aujourd'hui, nos organisations appellent à une journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, le 18 septembre 2025, y compris par la grève et la manifestation.

Le musée des horreurs du projet de budget doit être abandonné. Les exigences sociales doivent être enfin prises en compte !

Nous voulons :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer la solidarité ;
- des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France et des mesures contre les licenciements ;
- la justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, contraignent le versement des dividendes et conditionnent fortement les aides aux entreprises ;
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans.

Nous appelons les travailleuses et les travailleurs à se mobiliser massivement pour changer la donne et gagner des avancées ! Nos organisations restent en contact, conviennent de se revoir après cette journée de mobilisation et de grève et se réservent la possibilité de prendre toute initiative nécessaire.



Communiqué de presse

18 septembre : contre la violence sociale !

La totalité des organisations syndicales ont décidé d'un appel à la mobilisation interprofessionnelle, y compris par la grève et la manifestation le 18 septembre prochain.

Les travailleuses et travailleurs que nos organisations représentent sont en colère. La multiplication des mobilisations sous différentes formes le confirme.

Le mécontentement est immense, la facture pèse toujours sur les mêmes, les travailleuses et travailleurs subissent systématiquement des remises en cause de leurs droits et de leur protection sociale, par une austérité et une flexibilité accrue. C'est pourquoi Force ouvrière a déposé dès la fin juillet un préavis de grève pour la période allant du 1^{er} septembre au 30 novembre.

Force ouvrière appelle l'ensemble de ses structures, de ses militants et sympathisants à préparer et à rejoindre les actions qui seront décidées, y compris par la grève reconductible. Pour FO, une mobilisation massive est indispensable pour gagner et faire aboutir nos revendications, contre les politiques d'austérité, pour l'augmentation des salaires, du public comme du privé, pour l'abrogation de la réforme des retraites...

Par leur mobilisation, les travailleuses et travailleurs exprimeront leur rejet des mesures de violence sociale et leur exigence de justice sociale et fiscale !

Contact : Frédéric SOUILLOT

fsouillot@force-ouvriere.fr

Contact :

Frédéric SOUILLOT

Secrétaire général

Secrétariat général

 fsouillot

 [@force-ouvriere.fr](https://www.facebook.com/forceouvriere)

 01.40.52.86.01

Paris, le 29 août 2025

Confédération Générale du Travail Force Ouvrière

141 avenue du Maine - 75680 Paris Cedex 14

<http://www.force-ouvriere.fr>



Secrétariat général

Numéro 144-2025

Réf. : FS/SD/BM

Paris, le 28 juillet 2025

**PRÉAVIS DE GRÈVE DE RENTRÉE :
COURRIER AU PREMIER MINISTRE**

Chères et chers camarades,

En perspective de la réunion intersyndicale du 1^{er} septembre qui doit préparer la mobilisation contre les mesures budgétaires annoncées par le gouvernement, mais également pour éviter de nous faire contourner, nous avons adressé au Premier ministre le courrier ci-joint valant préavis de grève interprofessionnelle pour la période allant du 1^{er} septembre au 30 novembre 2025.

L'union interfédérale UIAFP-FO a également déposé un préavis de grève pour les trois versants de la fonction publique.

La pétition lancée par les organisations syndicales contre les annonces faites par le Premier ministre, intitulée « *Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit !* », est un succès, elle a dépassé les 250 000 signatures ce weekend.

Nous vous remercions de continuer de signer et faire signer massivement cette pétition en cliquant sur le lien suivant : [Pétition · Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit ! - France · Change.org](#)

Enfin, nous vous invitons à préparer d'ores et déjà dans tous les syndicats FO, l'information des salariés et les assemblées générales pour faire reculer le gouvernement.

Amitiés syndicales,

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général

Annexes :

- Courrier au Premier ministre du 25 juillet 2025
- Courrier UIAFP adressé au ministre de l'action publique



Secrétariat général

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général
01.40.52.86.01

Monsieur François BAYROU
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Paris, le 25 juillet 2025

Monsieur le Premier Ministre,

Je tiens, par la présente, à vous informer officiellement que la Confédération générale du travail - Force Ouvrière appelle les salariés et travailleurs du privé et du public à la mobilisation et à la grève contre les mesures budgétaires annoncées le 15 juillet dernier.

Ce préavis de grève débute le 1^{er} septembre jusqu'au 30 novembre 2025.

Toutes les organisations syndicales sont unanimes sur le refus des politiques d'austérité qui font payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les demandeurs d'emploi ou encore les retraités.

Force ouvrière dénonce des mesures brutales, injustes et inefficaces, en particulier la suppression de deux jours fériés, la remise en cause de la 5^e semaine de congés payés, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales, la poursuite du gel des rémunérations dans la fonction publique, des coupes dans les services publics et la reprise des suppressions de poste, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, ...

Or, face à l'enjeu des déficits publics, il existe des solutions qui intègrent une contribution sur les plus hauts revenus ou les entreprises, ou encore la conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

Ce courrier vaut préavis de grève pour les secteurs où la législation l'y oblige.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma très haute considération.

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général



UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 25 juillet 2025

Monsieur Laurent Marcangeli
Ministre de l'Action publique, de la Fonction publique
et de la simplification
Hôtel de Rothelin-Charolais
101 rue de Grenelle
75007 Paris

Objet : Préavis de grève.

Monsieur le ministre,

Face à des projets de Lois de finances et de financement de la Sécurité sociale pour 2026 contraires aux intérêts des fonctionnaires et des agents publics, et plus largement contraire aux services publics garants de la cohésion sociale, FO Fonction publique dépose un préavis de grève pour faire aboutir les revendications suivantes à tout moment et dans tous les secteurs de la Fonction publique :

- Revalorisation immédiate du point d'indice de 10%,
- Amélioration de la grille indiciaire et des déroulements de carrière,
- Maintien de la rémunération à 100% en cas d'arrêt maladie,
- Arrêt des suppressions de postes et recrutement partout où c'est nécessaire,
- Arrêt des restructurations, fusions, mutualisations des services, établissements et opérateurs,
- Abrogation de la réforme des retraites,
- Défense et renforcement de la sécurité sociale

FO Fonction publique, par ce préavis, soutient également toutes les initiatives prises par des établissements ou services pour faire aboutir ses revendications.

Pour défendre les droits et garanties des agents publics et faire aboutir leurs légitimes revendications, **FO Fonction publique dépose un préavis de grève pour tous les fonctionnaires et agents publics des trois versants de la Fonction publique du 1^{er} septembre jusqu'au 31 décembre 2025**. Compte tenu de l'aménagement du temps de travail et de l'organisation des services, cette grève commencera pour certains agents, le 31 août 2025 à 20 heures.

Je vous prie de croire, Monsieur le ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

Christian GROLIER
Secrétaire général